



n° 7 - avril 2012

La transformation sociale guide nos choix	page 1
Augmentation générale de l'impôt sur le revenu	page 2
Manifestation du 24 mars	page 3
Mobilisation au ministère du travail	page 4
Chronique d'une mort annoncée	page 5
Bosch France - Silence, on revend et on casse !	page 7
Solidarité avec le peuple grec	page 8

EDITO

La transformation sociale guide nos choix



« Contre l'austérité et pour l'emploi, manifestation à Paris le 24 mars ».
« Austérité Assez ! Action ! »
« Il y a tant de raisons d'agir : en cette rentrée 2011 la situation est sérieusement dégradée ».
« Le néolibéralisme et les inégalités, c'est tout cela que les peuples rejettent ».
« Ne payons pas leur crise ».
« Le sarkozysme, c'est l'accumulation de mesures pour les riches, de contre-réformes en tout genre (justice, santé, éducation, RGPP, La poste...), la suppression de dizaines de milliers d'emplois dans la fonction publique, le débat nauséabond sur « l'identité nationale », toutes mesures soutenues sans failles par le Medef ».

Ces quelques expressions reprises d'éditos de nos bulletins montrent notre constante détermination pour une autre politique et notre combat contre la droite au pouvoir qui a cassé tant de nos acquis et qui rêve de poursuivre dans la même voie.

L'indépendance de l'union Solidaires n'interdit pas de dire que le bilan de cinq années de sarkozysme a été désastreux pour les travailleuses et les travailleurs qui auront l'occasion de le manifester lors des échéances à venir, sans se laisser berner par l'extrême-droite.

Pour autant nous savons, quoi qu'il advienne, que nous aurons à poursuivre les luttes pour faire prendre en compte nos revendications et propositions. Car la transformation de la société ne se fera pas sans un engagement fort de tous les Solidaires.

Le 24 mars à Paris, pour la première fois, seuls, en période électorale et à froid, c'est à dire sans événement entraînant, nous avons réussi à montrer une certaine capacité à mobiliser. Il y aura besoin de beaucoup plus pour empêcher les reculs sociaux que les libéraux au niveau de l'Europe veulent imposer comme en Grèce, en Espagne et dans tous les pays d'Europe. Nous continuerons donc à lutter et, nous l'espérons, dans l'unité intersyndicale la plus large possible.

SARKOZY et sa majorité ont décidé une augmentation générale de l'impôt sur le revenu : Les contribuables les plus modestes paieront le plus

Cette décision prise en novembre fait partie du plan de rigueur. Elle s'appliquera dès cette année, sur les revenus de 2011. Contrairement à l'usage, les seuils d'imposition ne seront pas relevés du taux d'inflation et cette décision alourdira de 2,5% le produit de l'impôt, soit, 1,6 milliard €.

Exemples de hausse de l'impôt 2012 sur les revenus 2011 *		Ce que vous auriez dû payer	Ce que vous allez payer	Hausse de l'impôt	% de hausse	Cette simulation faite par l'Union SNUI SUD Trésor Solidaires en tenant compte de la prime pour l'emploi, montre que les hausses les plus fortes en pourcentage frappent les contribuables les plus modestes. Le record, 12,5% de plus, concerne les personnes seules dont le revenu de 2011 est inférieur à 17357€.
Une personne seule	Revenus 2011					
	17 357 €	740 €	833 €	+ 93 €	+12,5 %	
	25 525 €	1 848 €	1 877 €	+ 29 €	+1,5 %	
	51 050 €	8 100 €	8 217 €	+ 117 €	+1,4 %	
Un couple avec 1 enfant	102 100 €	23 261 €	24 317 €	+ 1 056 €	+4,5 %	
	35 735 €	1 768 €	1 824 €	+ 56 €	+3,1 %	
	51 050 €	3 697 €	3 754 €	+ 57 €	+1,5 %	
	102 100 €	16 200 €	16 434 €	+ 234 €	+1,4%	
Un couple avec 2 enfants	204 200 €	48 071 €	48 635 €	+ 564 €	+1,1%	
	35 735 €	714 €	738 €	+ 24 €	+3,3%	
	51 050 €	2 330 €	2 415 €	+ 85 €	+3,6%	
	102 100 €	11 528 €	11 762 €	+ 234 €	+2,0%	
	204 200 €	43 399 €	43 963 €	+ 564 €	+1,3%	

Conséquence, selon une étude parlementaire, 100 000 à 200 000 foyers qui n'auraient pas dû payer d'impôt sur le revenu seront imposables en 2012. Avec des conséquences en cascade telles la perte de tarifs sociaux (cantine scolaire, prime fioul par exemple). Le dégrèvement de la taxe foncière accordé aux contribuables de plus de 75 ans est touché et les plafonds de revenus (10 024€ par part) ne seront pas révisés. Les personnes ayant élevé seules un enfant pendant au moins 5 ans perdront en 2012 la demi-part à laquelle elles avaient droit. Cette perte de pouvoir d'achat s'ajoute à la taxation à 3,5% des mutuelles et complémentaires santé.

QUI DOIT PAYER LA NECESSAIRE AUGMENTATION DES RECETTES DE L'ETAT ?

La réponse est simple : ceux qui ont bénéficié des cadeaux fiscaux depuis des années et notamment depuis 2007 doivent payer. Les exonérations de cotisations patronales, la fraude et les niches fiscales, les cadeaux aux plus riches (impôts sur la fortune et sur le revenu) représentaient en 2009 : 230 milliards d'euros de perte de recettes fiscales et sociales. Et c'est ainsi chaque année.

Que représente le 1,6 milliard d'euros à côté des sommes immenses qui se trouvent dans les poches des plus riches, des actionnaires et des dirigeants des grandes entreprises et des banques ?

POUR DEFENDRE NOTRE POUVOIR D'ACHAT :

- **NON A L'AUGMENTATION INJUSTE DES SEUILS D'IMPOT !**
- **NON AU PRESIDENT DES RICHES !**

Manifestation du 24 mars



La manifestation nationale organisée par Solidaires a été une réussite au regard de ce qui a motivé la décision des organisations Solidaires d'appeler à cette manifestation :

- Mettre en avant la question de l'emploi, des licenciements, du travail etc..
- Montrer qu'en période électorale, l'action syndicale est toujours présente, y compris nationalement.
- Organiser une action nationale Solidaires, lorsque l'intersyndicale dans son ensemble, chaque autre organisation syndicale séparément, ne veut pas le faire.

Sur le plan local, Solidaires Calvados a affrété 2 bus permettant à 80 personnes de rejoindre Paris pour cette action.

A noter également, la présence d'une quinzaine de participants de la Manche.

A Paris, nous étions finalement 6000 manifestants ce qui pour une première initiative de Solidaires de ce genre, un samedi après-midi, n'est pas rien.

C'est aussi la démonstration de la progression des Solidaires locaux.

Dans le cortège figuraient des représentants d'entreprises à l'actualité sociale chargée comme PSA Peugeot Citroën, Virgin, la Fnac ou encore la Poste, ainsi que des membres du Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP) et de AC ! (Agir ensemble contre le chômage).

En conclusion de cette manifestation Annick Coupé, déléguée générale de Solidaires, a fait une déclaration.

"Nous sommes là pour l'emploi",

a-t-elle précisé, ajoutant vouloir montrer qu'il y a "des résistances et des luttes" et jugeant que "la question devrait être une priorité" en cette période électorale.

Elle a rappelé les propositions de Solidaires sur l'emploi, évoquant outre "l'arrêt des licenciements", la création d'un "droit de veto pour les Comités d'entreprises" ou d'un "nouveau statut des salariés" prévoyant des "garanties de salaires, de formation et de droit à la reconversion, et financé par un fond patronal mutualisé".

Elle a également réclamé que "la réduction du temps de travail ne soit plus taboue", jugeant que "la semaine à 32 heures devrait être à nouveau sur la table".

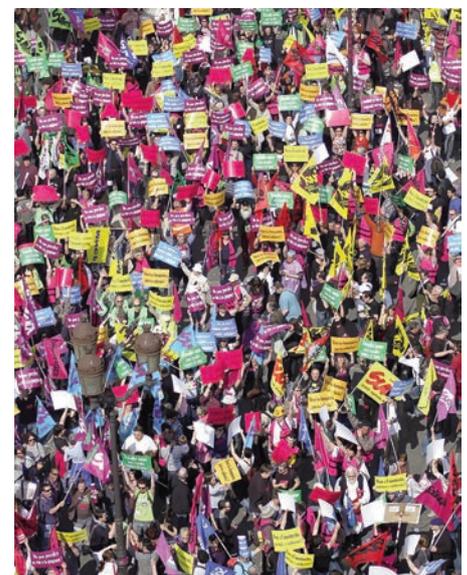
"Mais quel que soit le résultat des élections, la mobilisation sociale pour faire bouger les choses ne s'arrêtera pas", a-t-elle assuré. Cette manifestation marque une étape importante dans la construction de notre Union syndicale Solidaires.

Étape qui n'a pas été facile à franchir, mais les enseignements que

nous tirerons et surtout les décisions collectives que nous prendrons vont nous permettre de poursuivre notre développement, celui d'un outil collectif utile aux salarié-e-s et à leurs luttes.

Nous savons désormais que notre force est réelle et qu'il faudra de plus en plus compter avec Solidaires

A noter, la satisfaction des participants à cette manifestation et bien sûr de la centaine de personnes dans le cortège de Solidaires Calvados.



Mobilisation au ministère du travail pour la reconnaissance en accident de service (équivalent d'accident du travail) des suicides de nos collègues inspecteurs du travail

Le 17 janvier 2012, Romain, inspecteur du travail et camarade de Sud dans le Nord Pas de Calais s'est suicidé par pendaison à son domicile, après une première tentative de suicide en août 2011. Il mena un combat pour faire reconnaître la 1ère tentative de suicide comme accident de service car il identifiait les causes professionnelles de son geste : pression de la hiérarchie, course aux chiffres, surcharge de travail, manque de moyens... Romain, s'est battu en vain pour cette reconnaissance car elle n'est intervenue qu'après son suicide.

Ce suicide fait suite au suicide le 4 mai 2011 dans les locaux de la DAGEMO (la DRH du ministère du travail) d'un autre collègue inspecteur à Paris, Luc, secrétaire national du SNUTEF-FSU, qui s'est jeté dans la cage d'escalier de la tour Mirabeau depuis le 5ème étage.

Alors que le lien entre ces suicides et les conditions de travail de nos deux collègues a largement été démontré, l'administration refuse dans les deux cas la reconnaissance en accident de service et d'admettre l'imputabilité au service.

Les événements dramatiques que sont les suicides de nos collègues ne sont que les conséquences les plus visibles de la dégradation des conditions de travail dans le ministère.

Les agents dénoncent la perte de sens dans l'exercice de leurs missions de service public. Les causes sont connues : pression mise par la hiérarchie, politique du chiffre, manque de moyens qui dégrade les conditions de travail et dévoie les missions de service public.

Ils ont dénoncé les outils utilisés par l'Administration pour casser les liens de solidarité entre les collègues (objectifs individualisés, entretiens professionnels, primes, opacité des promotions ...), le manque de reconnaissance et le mépris de la part de la hiérarchie. Vous pouvez lire sur le site : <http://doleances.libreemail.net/> l'expression des agents recueillie dans les cahiers de doléances, un document de plus de 300 pages.

Chronologie

Le 4 mai 2011 suicide de Luc BEAL RAINALDY dans les locaux de la DAGEMO. Les syndicats organisent des AG. On rédige les cahiers de doléances.

Le 28 juin 2011 les agents étaient en grève pour dénoncer leurs conditions de travail.

Le 17 janvier 2012, Romain LECOUSTRE s'est suicidé après une première tentative de suicide en août 2011.

Le 24 janvier 2012, jour des obsèques de Romain, rassemblement sur les lieux de travail.

Le 7 février 2012, les agents du ministère du travail se sont mis en grève, avec plus de 40% de grévistes dans les Unités Territoriales, et ont montés à Paris manifester. Les cahiers de doléances sont publiés en ligne, et remis au dagemo.

Le 15 mars 2012, grève et manifestation devant les DIRECCTE et à Paris.

Réponse du ministère du travail aux suicides de nos collègues : des lacrymos et des coups de boucliers

Le 7 février 2012, les agents en grève, venus des quatre coins de la France pour exiger la reconnaissance en accident de service des suicides de Luc et de Romain, et pour dire leur refus des politiques de destruction des services publics et des individus, mises en place dans la foulée de la RGPP, ont manifesté à Paris devant le ministère du travail et devant sa DRH. Pour réponse, nous avons été accueillis par les CRS, une première dans l'histoire où les contrôleurs sont empêchés par les CRS d'entrer à la DAGEMO. Et des jets de gaz lacrymogène ont été lancés pour nous arrêter. Une forte délégation de plus de 30 collègues de Basse-Normandie était montée à Paris pour cette manifestation.

Le 15 mars 2012 les agents se sont mis de nouveau en grève sur les mêmes revendications. En Basse-Normandie nous avons organisé un rassemblement devant la direction Régionale. Et les camarades de Sud Renault Trucks sont venus nous rejoindre par solidarité. Leur démonstration de soutien nous a mis du baume au cœur, et nous tenons à les remercier chaleureusement.

La mobilisation continue pour la reconnaissance en accident de service des suicides de Luc et de Romain : boycott des remontées statistiques, boycott des entretiens d'évaluation, refus de participer aux instances nationales (administration/OS)...

Les suicides sont l'expression la plus extrême, la plus aboutie de la souffrance au travail. Ils existent dans tous les services de la fonction publique et bien au-delà.

«Arrêtez le massacre»

Chronique d'une mort annoncée : l'Education nationale !

La nouvelle carte scolaire révèle un véritable massacre du service public d'éducation. L'école toute entière est touchée avec des conséquences tragiques pour nos élèves les plus fragiles. Le Rectorat a programmé la fermeture de 408 postes en Basse-Normandie. Trois pans du service public d'éducation sont particulièrement touchés : les lycées professionnels, les GRETA (*formation professionnelle pour adulte*) et les RASED (*aide aux élèves en difficultés en primaire*).

La mort des RASED

Pour la rentrée 2012, déjà plus de 1200 suppressions de postes d'aides spécialisées sont confirmées dans 50 départements ce qui marque une volonté généralisée de détruire les RASED et l'école toute entière : les informations qui remontent des autres départements sont tout autant alarmistes. Le ministère a décidé de saborder **le seul dispositif gratuit** d'aides spécialisées à l'intérieur de l'école. En ce qui concerne le Calvados, ce ne sont pas moins de 47 postes d'enseignants spécialisés qui sont supprimés. Il ne restera alors plus que 58 postes pour couvrir l'ensemble des besoins du département.

C'est un leurre de vouloir faire croire que des dispositifs aussi décriés que l'aide personnalisée et les stages de remise à niveau, le tout exercés par des enseignants sans spécialité, puissent remplacer

les RASED. La difficulté scolaire est complexe et prend des formes diverses. Pour la réussite de tous nos élèves, nous avons besoin de plus d'enseignants et de personnels spécialisés pour croiser les regards des différents acteurs témoins de ces difficultés, pour enrayer l'échec scolaire. Or, on assiste au contraire : surcharge des classes et enseignant laissé seul pour remédier à l'ensemble des difficultés.

L'Etat souhaiterait-il externaliser la difficulté scolaire vers le secteur privé en renvoyant cette charge, ce coût et cette responsabilité aux familles ?

Projections de films, rassemblements, alerte des élus, les actions n'ont cessé de se multiplier depuis l'annonce de la catastrophe.

La mort du service public de formation professionnelle

Lors du Conseil Académique de l'Education Nationale (CAEN) du 17 février, le Rectorat présentait, entre autres, la carte des formations pour la prochaine rentrée. Les élus régionaux, les représentants des parents d'élèves et les représentants des personnels ont voté contre cette proposition alors que, pour la première fois, **les représentants du patronat dans le domaine industriel s'abstenaient !**

En effet, depuis la fermeture des sections en vue de leur regroupement par pôle ou d'un remplacement par une section d'apprentis, certains bassins d'emploi ne disposent plus de personnels qualifiés dans les domaines concernés.

Les effets induits sont catastrophiques :

- Pour les jeunes : diminution de l'offre éducative, classes surchargées, décrochage.
- Pour les familles : financement des déplacements et des frais d'hébergement toujours plus important.
- Pour les communautés éducatives : incapacité à assurer leur vocation de service public.
- Pour les territoires : aménagement, cohésion, dynamisme économique.
- Pour la Région : investissements dans la rénovation et l'entretien des bâtiments et l'équipement des établissements pour rien.

La mort du service public de formation continue

Les quatre GRETA de Basse-Normandie vont disparaître au profit d'un Groupement d'intérêt Public (GIP).

Certains, encourageant la politique de l'autruche, arguent du fait qu'on ne sait pas très bien ce qu'il y a dans un GIP, pour prêcher l'attentisme. De fait, les décideurs entretiennent une opacité bien calculée afin de bouleverser tout le champ de la formation professionnelle continue à travers tous ses acteurs - CIO, AFPA, GRETA, Lycées professionnels – sans faire de bruit.

Ce sera pire pour les salariés :

- Perte du statut d'agent de l'Etat
- Fermeture d'environ 100 GRETA sur les 220 existants et 50 centres AFPA
- Abandon d'actions de formations, suppressions de sections professionnelles
- Plus grande flexibilité des salariés, mobilité sur toute l'académie.
- Menaces sur des postes administratifs (ex : en Basse-Normandie, un seul GIP contre 4 GRETA)
- Nouvelle politique salariale : le diplôme ne sera plus la référence.
- Augmentation de 40% du temps de face à face pédagogique, soit 1120 heures non coefficientées.

Il s'agit de la fin du Service Public de la formation continue et du désengagement de l'Etat dans la formation professionnelle.

C'est pourquoi les GRETA étaient en grève jeudi 9 février 2012. Assemblée générale le matin avec plus de 80 personnes présentes venus des 4 GRETA de l'académie. Un taux de grévistes exceptionnel, de l'ordre de 70% et la présence forte au rassemblement devant le Rectorat l'après-midi pour soutenir la délégation (*Organisations syndicales et représentants des personnels Greta*) reçue par les autorités académiques.

Lors de l'audience du 9 février 2012, le secrétaire général de l'académie nous a dit : « Nous attendons les textes, les décrets d'application de la réforme ». Aujourd'hui, au contraire, les négociations se poursuivent dans des groupes de travail, mais avec un calendrier tellement serré que cela génère une pression incroyable. On voit bien que le Rectorat veut aller très vite. Comment peut-on travailler au statut des personnels formateurs et administratifs sans avoir une connaissance de ce décret quand bien même il serait très général ?

Nous ne pouvons accepter que des décisions soient prises alors que les décrets et la circulaire ministérielle les encadrant ne sont pas parus. Dans ces conditions, le Ministère doit sursoir à son application. **Un moratoire sur le projet de transformation des Greta en GIP s'impose** et ce n'est pas aux personnels et aux usagers de payer pour le retard pris par le ministère dans l'application de la loi, ni pour ses incohérences.

Face à toutes ces attaques qui renvoient à une politique plus générale de destruction des services publics, SUD éducation a fait le choix de participer à la manifestation nationale interprofessionnelle pour l'emploi le 24 mars à Paris. Nous sommes en effet convaincus que seul un cadre interprofessionnel nous permettra de changer le cours de cette politique ultra libérale que nous subissons depuis plusieurs années. Et cela nous a vraiment fait chaud au cœur de voir le potentiel syndical que représente notre union sans compter le dynamisme et l'énergie dont nous sommes capables.





Bosch France

Silence, on revend et on casse !

Réunissant plus de 10 000 employés sur le sol français il y a encore cinq ans, le groupe Bosch n'en compte plus aujourd'hui que 7500. Et les compressions d'effectifs continuent : reventes, PSE - bref, le lot habituel des travailleurs de l'industrie. Tout cela dans une grande discrétion. La section SUD Bosch Rodez (syndicat SUD Métal 12) très présente sur le terrain, nous raconte l'histoire en détail."

Le groupe Bosch, qui en France travaille essentiellement sur des produits d'équipement automobile et emploie aujourd'hui environ 7500 salariés, n'est malheureusement pas épargné par la réduction des effectifs dans l'industrie.

Pour donner une idée de cette déperdition, les effectifs du groupe dans les années 2005 et 2006 atteignaient les 10 000 travailleurs.

Après les fermetures des usines de Beauvais (240 personnes) et de Pont de l'Arche (80 personnes), Bosch a décidé de donner le coup de

Aujourd'hui chez Bosch, la division freinage traditionnel est devenu le souffre douleur de la direction, qui n'a jamais cessé de la saigner à blanc avant que de l'abattre définitivement par le biais de cette vente. Conformément à la «culture» Bosch, cette vente va encore se solder par une diminution des effectifs de la filiale française du groupe allemand, en prenant bien soin de ne pas faire de grosses vagues afin de ne pas détériorer l'image de marque de l'entreprise. Malheureusement, il semblerait que les 400 salariés du site de Rexrot Bosch, à Bonneville en

Bosch en France et bénéficie de la présence et de l'action d'une section SUD majoritaire, doit lui aussi depuis peu faire face à des doutes concernant son avenir. En effet, malgré environ 1800 salariés en CDI et plus de 200 intérimaires, le secteur Bougies de préchauffage, qui représente un quart de l'effectif du site ruthénois, subit actuellement une très forte concurrence au niveau des prix de revente, ce qui contraint à des ratios de personnel afin de faire baisser le coup du produit... Par ailleurs, la pression pour augmenter le taux de productivité sur le site est très forte, avec pour conséquence majeure la dégradation des conditions de travail, tout comme à Mondeville. Autre sujet favori de la direction du site, la flexibilité comme unique réponse à la baisse de l'activité. A sa demande, des négociations sur ce point viennent d'être entamées avec les organisations syndicales.

Pour la section SUD, les contreparties actuellement proposées par la direction sont très insuffisantes et ne permettent pas d'avoir une discussion constructive.

Ce refus du dialogue par la direction a poussé SUD à quitter la table des négociations pour le moment.

Bref, vous l'aurez compris, rien de très réjouissant pour les travailleurs dans ce groupe Industriel dont on parle rarement car il cultive la discrétion pour masquer sa politique d'emploi destructrice.



L'usine de Rodez

grâce à la branche «freinage traditionnel» en vendant les deux derniers sites Français d'Angers et Drancy - soit au total environ 700 Salariés.

Pour cette année 2012, après les PSE, la nouvelle mode est de «revendre» les employés à des fonds d'investissement américains.

Ce groupe, nommé KPS, nous laisse envisager un avenir très trouble pour les salarié-es. On le sait bien maintenant, le seul objectif de ces fonds d'investissement est d'augmenter la productivité et de créer plus de richesses qu'elles reverseront en totalité à leurs actionnaires.

Haute Savoie, se prépare à connaître la même destinée, car on sait maintenant avec certitude que Bosch a pour projet de revendre sa division pneumatique... Encore des suppressions d'emplois à l'horizon, encore une diminution des effectifs français.

Chez Mondeville Bosch (990 Salariés), site normand où une section SUD est présente, la situation devient également très précaire, car les nouveaux produits ne suffisent pas pour avoir une vision sereine et garantir l'avenir du site.

Le site de Rodez (1800 salariés), qui est le plus important site



Grèce : solidarité avec le peuple grec non à l'Europe de l'austérité

L'union syndicale Solidaires a appelé aux manifestations de solidarité avec le peuple grec et était représentée dans la délégation de mouvements sociaux français présente en Grèce fin février.

En affirmant notre solidarité avec le peuple grec, il s'agit de dénoncer et de refuser les politiques d'austérité imposées aux peuples d'Europe qui conduisent à une récession généralisée, dont les conséquences sociales se font déjà lourdement sentir (chômage, pauvreté, précarité...). Le peuple grec subit plan d'austérité sur plan d'austérité pendant que les richesses des classes dominantes continuent d'être épargnées.

La Troïka (FMI – Banque centrale européenne - Commission Européenne) et les dirigeants grecs, veulent mettre à genoux le peuple grec pour mieux protéger les intérêts des banques et sauvegarder le système économique et financier qui a engendré la crise actuelle. Le nouveau traité européen obligeant à introduire la « règle d'or » dans les constitutions nationales est aux antipodes de l'Europe que nous voulons, celle de la solidarité, de la coopération et de la priorité à donner aux droits fondamentaux pour toutes et tous. Cette « règle d'or » vise à déposséder les peuples de tout débat démocratique sur les choix alternatifs en matière économique, financière et sociale.



7 avenue de Cambridge
CITIS
14 200 Hérouville St Clair

Téléphone : 02 31 24 23 36
Tarif com. locales : 08 79 03 13 95

Mel :
syndicatssolidaires-bn@orange.fr

Directrice de la publication :
Danielle Morvant

Mensuel
Prix public : 1 euro
Imprimé par nos soins



1^{er} mai
Manifestation à Caen
10h30 place St Pierre